



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1127
30 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 30 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE LA
COMMISSION SPÉCIALE CRÉÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN
APPLICATION DE L'ALINÉA b) i) DU PARAGRAPHE 9 DE LA
RÉSOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

J'ai l'honneur de vous transmettre, et de transmettre aux membres du
Conseil de sécurité par vos bons soins, une copie des lettres que j'ai adressées
le 27 novembre 1998 au Vice-Premier Ministre iraquien, M. Tariq Aziz.

Je vous saurais gré de faire distribuer ces deux lettres en tant que
documents du Conseil de sécurité.

(Signé) Richard BUTLER

ANNEXE I

Lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président exécutif de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en application de l'alinéa b) i) du paragraphe 9 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir une lettre datée de ce jour adressée au Vice-Premier Ministre iraquien, M. Tariq Aziz. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir la faire immédiatement parvenir à Bagdad.

(Signé) Richard BUTLER

PIÈCE JOINTE

Lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Vice-Premier Ministre iraquien par le Président exécutif de la Commission spéciale créé par le Secrétaire général en application de l'alinéa b) i) du paragraphe 9 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

Me référant à la lettre que m'a adressée le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères de l'Iraq, M. Riyadh al-Qaysi, le 26 novembre 1998, je souhaite répondre aux propositions qu'elle contient concernant l'envoi en Iraq de trois équipes d'inspecteurs de la Commission.

Nous constatons avec satisfaction que la partie iraquienne est disposée à collaborer avec la Commission spéciale à propos de certains points prévus dans le calendrier des travaux du 14 juin 1998. Vous vous souviendrez que la Commission avait proposé elle-même, au début d'août 1998, les missions que l'Iraq réclame maintenant et qu'elle était disposée à les entreprendre. C'est pourquoi elle a conservé pendant deux mois, jusqu'au mois d'octobre 1998, les moyens techniques nécessaires au Centre de contrôle et de vérification de Bagdad.

Les propositions que contient la lettre de M. Riyadh al-Qaysi appellent de notre part les réponses suivantes :

1. Pour ce qui est de la demande tendant à ce qu'une équipe de la Commission participe à la recherche des obus de 155 mm remplis de gaz moutarde, la Commission est disposée à seconder la partie iraquienne dans ses investigations. Pour que cette participation soit efficace, l'Iraq devra nous donner des précisions sur les formes d'aide qu'il attend de la Commission. Comme il est dit dans le calendrier des travaux, "l'Iraq donnera à la Commission un préavis de deux semaines s'il doit demander la mise en place par la Commission de matériel de contrôle et de vérification". Si l'Iraq entend demander la mise en oeuvre de la technique du géoradar, nous devons recevoir des renseignements sur les sites à examiner et sur leur surface. La Commission pourra ainsi envoyer en Iraq les ressources et le matériel appropriés. Elle souhaiterait également recevoir à l'avance un état des conclusions de toutes les recherches dont il a été question dans la lettre du 25 novembre 1998 de M. Riyadh al-Qaysi (S/1998/1125, annexe). Ces conclusions seront traduites et le dialogue n'en sera que plus efficace. Pour l'heure, la Commission n'a reçu qu'un seul rapport de ce genre. Les procédures proposées permettraient de mener à bien le travail aussi rapidement que possible.

2. Pour ce qui est de la demande tendant à ce qu'une équipe de la Commission soit envoyée en Iraq pour contrôler le dénombrement des empenages de bombes aériennes R-400, la Commission est en voie de préparer une mission qui sera chargée de vérifier les déclarations de l'Iraq quant à l'inventaire de ces engins, empenages compris. Cette mission sera dépêchée en Iraq aussi rapidement que les circonstances le permettront.

3. Pour ce qui est, enfin, de la troisième demande, relative à l'emplacement des puits de stockage des ogives spéciales, nous avons l'intention

/...

de charger de cette mission le Groupe de contrôle des missiles actuellement en poste au Centre de contrôle et de vérification de Bagdad, qui agira en collaboration avec ses homologues irakiens.

Il va sans dire que les préparatifs et la conduite de ces opérations prendront un certain temps. Pour écarter tout risque de malentendu entre nous, je tiens à préciser que je compte que la réalisation en commun de ces tâches n'aura aucun effet sur l'obligation de faire rapport au Secrétaire général qui incombe à la Commission, comme l'a indiqué le Président du Conseil dans son communiqué de presse du 15 novembre. Comme je l'ai fait savoir au Conseil au cours de nos consultations officieuses du 24 novembre, je pense pouvoir présenter un rapport dans deux ou trois semaines sur le point de savoir si l'Iraq a ou non décidé de reprendre sa collaboration sans réserve. Ce délai devrait être suffisant pour que nous achevions l'ensemble des activités prévues.

(Signé) Richard BUTLER

ANNEXE II

Lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président exécutif de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en application de l'alinéa b) i) du paragraphe 9 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir une lettre datée de ce jour, adressée au Vice-Premier Ministre iraquien, S. E. M. Tariq Aziz. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir la faire immédiatement parvenir à Bagdad.

(Signé) Richard BUTLER

PIÈCE JOINTE

Lettre datée du 27 novembre 1998, adressée au Vice-Premier
Ministre iraquien par le Président exécutif de la Commission
spéciale créée par le Secrétaire général en application de
l'alinéa b) i) du paragraphe 9 de la résolution 687 (1991)
du Conseil de sécurité

Comme vous le savez, les membres du Conseil de sécurité ont tenu, le 24 novembre 1998, des consultations officieuses pour examiner en particulier les problèmes liés à la communication par l'Iraq de certains documents et à l'accès aux archives voulues, demandés par la Commission dans sa lettre du 17 novembre. J'ai assisté à ces entretiens.

Les membres du Conseil y ont appuyé les demandes présentées et énoncées par la Commission dans sa lettre du 17 novembre, qui souhaitait faire avancer sensiblement l'inventaire des armes interdites et des capacités de production connexes iraqiennes, et avoir des raisons d'être convaincue du niveau de vérification déjà atteint.

Pour ce qui est du document de l'armée de l'air sur la consommation de munitions spéciales, et compte tenu des débats au Conseil, je demande que la partie iraquienne remette au Directeur par intérim du Centre de contrôle et de vérification de Bagdad, avant le 30 novembre, l'enveloppe non ouverte contenant ce document, telle qu'elle a été scellée le 18 juillet. Si vous le jugez utile, cette transmission pourra s'accompagner d'une déclaration écrite présentant les explications par lesquelles l'Iraq souhaiterait, à cette occasion, éclairer la forme et le fond du document. Une fois celui-ci traduit et examiné par les experts de la Commission, je serai en mesure de décider de la suite à lui donner, notamment de prévoir, au besoin, des réunions entre les experts irakiens et la Commission, et d'en préciser le calendrier et les modalités.

Dans sa lettre du 19 novembre, l'Iraq s'est dit prêt à produire des pièces qui satisferaient à la demande de la Commission visant des documents sur la création et l'armement de l'Unité de missiles 223. Je vous serais reconnaissant de faire remettre ces documents au Directeur par intérim du Centre de contrôle et de vérification de Bagdad, afin que la Commission puisse en faire entreprendre la traduction et l'analyse.

Il serait également utile que les autres documents indiqués dans l'annexe de ma lettre du 17 novembre (S/1998/1106, annexe) soient présentés dès que possible.

Compte tenu des délibérations du Conseil de sécurité, j'espère qu'il vous sera désormais possible de répondre dans un sens constructif, de manière que puisse progresser la résolution des questions de désarmement restées en suspens.

(Signé) Richard BUTLER
